

Tunisie : on prend les mêmes et on recommence

Le vent révolutionnaire qui a plongé la Tunisie dans la liesse le 14 janvier dernier se dissipe et laisse place à un souffle contre-révolutionnaire inquiétant.

Alors que la communauté internationale s'interroge sur la meilleure façon de gérer la transition démocratique de l'ère post-Ben Ali, la société civile tunisienne est davantage préoccupée par le retour en force de la violence, notamment policière.

La police persiste dans ses pratiques tortionnaires

Le 4 mars 2011, Sidqi Halimi, jeune Tunisien résidant à Kasserine, apprend qu'il serait recherché par la police pour implication dans un incendie. Afin de lever le doute sur ces allégations, il se rend à la caserne militaire, où la police a installé ses quartiers. Il n'en ressortira que six jours plus tard, six jours pendant lesquels il sera torturé, tabassé jusqu'à l'évanouissement, violé. Dès sa libération sur ordre du juge d'instruction, il porte plainte contre son tortionnaire, Nabil Lejri, chef de la police judiciaire de Kasserine. Cette dénonciation vaut à Sidqi Halimi d'être à nouveau arrêté par son tortionnaire le 29 mars. Il est toujours en détention.

« Nous recevons des familles de tout le pays qui nous disent que leurs enfants sont tabassés voire torturés dans les prisons ou dans les postes de police », déclare Radhia Nasraoui, avocate et présidente de l'Organisation de lutte contre la torture en Tunisie. « Les jeunes sont particulièrement ciblés. Il ne s'agit pas d'actes isolés ; c'est comme si rien n'avait changé. »

Les jeunes sont les premières cibles. Photo Reuters



La police politique reprend du service

De son côté, la police politique officie toujours et ce en dépit des promesses de démantèlement formulées par le gouvernement intérimaire de Caïd Essebsi. Des voitures de policiers en civil ont récemment été aperçues aux abords des bureaux et domiciles de défenseurs des droits de l'homme et d'anciens prisonniers d'opinion ont eu l'occasion de croiser leurs tortionnaires près du ministère de l'Intérieur, signe qu'ils sont toujours en poste. L'arrivée d'Habib Essid au ministère de l'intérieur, en remplacement de Farhat Rajhi, apparaît, dans ce contexte, comme un geste politique troublant. Habib Essid a notamment occupé le poste de chef de Cabinet de l'ancien ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel, surnommé « le tortionnaire ».

L'armée se met au diapason de la violence ordinaire

La plupart des cas de torture dont sont saisies les organisations tunisiennes de défense de droits de l'homme impliquent également l'armée. Pour ne citer qu'un exemple, mi-mars, dans le gouvernorat de Kairouan, des soldats ont arrêté Mourad Abassi, soupçonné de vol. Conduit au poste de police il a été roué de coups de crosse et de coups de poings. Libéré trois jours plus tard sur ordre du tribunal, il vient de porter plainte pour torture.

Contact : Ophélie Latil 01 40 40 40 24 ophelie.latil@acatfrance.fr